

COMITÉ : Conseil de sécurité

QUESTION : Assurer la sécurité régionale et des déplacements surs en Afrique centrale

MEMBRES DE L'ÉTAT-MAJOR : Ombeline Boulliat et Michail-Angelos Gkikas

POSITIONS : Présidente et vice-président



Image tirée de news.un.org

Table des matières :

Introduction personnelle

-----p.2

Introduction

-----p.2

Définition des termes clés

-----p

Aperçu général

-----p

Pays et organisations concernés

-----p

Développements récents

-----p

Implication des Nations Unies

-----p

Solutions déjà mises en place

-----p

Solutions possibles

-----p

Bibliographie

-----p

Introduction personnelle :

Chers délégués,

Nous nous appelons Ombeline Boulliat et Angelos Gkikas, et nous sommes respectivement en classe de terminale et première. Cette année, nous avons l'honneur d'assurer les rôles de présidente et vice-président du Conseil de Sécurité au LFHMUN de 2025.

Ensemble, nous aurons l'occasion de discuter, rédiger des résolutions et débattre autour du sujet suivant : Assurer la sécurité régionale et des déplacements surs en Afrique centrale et orientale. Il s'agit d'un sujet complexe, mais nous sommes surs que vous serez à la hauteur de débattre à propos de cet enjeu. En nous réunissant, nous tenterons d'allier les stratégies des différents pays concernés afin de trouver des solutions efficaces et durables.

Ce study guide vous aidera à comprendre et cerner au mieux la problématique, et vous permettra d'explorer plus en profondeur ce sujet d'actualité. Cependant, nous vous incitons fortement à vous documenter par vous-même et notamment à effectuer des recherches plus poussées sur le pays que vous représenterez. Ainsi, la fluidité et la pertinence des débats n'en seront que plus favorisées. Nous vous conseillons particulièrement d'écouter les podcasts et regarder les vidéos déposées dans la bibliographie, qui en plus d'être clairs sont très complets. Si vous avez la moindre question, n'hésitez pas à nous contacter. Nous vous souhaitons une bonne lecture, et sommes impatients de vous rencontrer!

Introduction :

L'Afrique centrale, riche en ressources naturelles et en diversité culturelle, fait face à des défis majeurs en matière de sécurité régionale et de mobilité. Entre conflits armés, terrorisme, trafics transfrontaliers et crises politiques, la stabilité de la région reste fragile, entravant le développement économique et la libre circulation des personnes et des biens. Dans ce contexte, assurer la sécurité régionale et des déplacements sûrs devient une priorité pour les États, les organisations sous-régionales comme la CEEAC (Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale), et la communauté internationale.

Les défis sécuritaires en Afrique centrale sont exacerbés par des facteurs tels que la faiblesse des institutions étatiques, la porosité des frontières et les inégalités socio-économiques. Des groupes armés, tant locaux qu'internationaux, profitent de ces vulnérabilités pour étendre leur influence, menaçant non seulement la stabilité des pays concernés, mais aussi celle des régions voisines. Par ailleurs, les déplacements des populations, qu'ils soient motivés par le commerce, les migrations ou les déplacements forcés, se heurtent souvent à des risques élevés d'insécurité, limitant ainsi les opportunités de croissance et d'intégration régionale.

Ce study guide vous permettra de mieux comprendre les enjeux sécuritaires en Afrique centrale, les mécanismes de coopération existants, et les solutions potentielles pour renforcer la stabilité et faciliter des déplacements sécurisés. À travers l'analyse des dynamiques politiques, économiques et sociales, nous examinerons comment une approche multilatérale et inclusive peut contribuer à une paix durable et à une intégration régionale réussie. Nous nous devons aussi de vous informer que nous avons inclus de nombreux éléments statistiques précis qui ne sont évidemment pas à apprendre par cœur mais pour mieux comprendre certaines dynamiques, bien qu'avoir des chiffres précis à portée de main puisse être un argument puissant lors d'un moment crucial du débat qui vous permettra certainement de renforcer votre position.

Définition des termes clé :

- **Sécurité régionale**

La sécurité régionale désigne la stabilité politique, militaire et socio-économique d'une zone géographique partagée par plusieurs États. En Afrique centrale, elle implique la prévention des conflits armés, la lutte contre le terrorisme, la réduction des trafics illicites et la promotion de la coopération entre pays pour assurer une paix durable.

- **Institutions étatiques**

Les institutions étatiques sont les structures gouvernementales chargées d'assurer le fonctionnement d'un État, telles que les armées, les forces de police, les systèmes

judiciaires et les administrations publiques. En Afrique centrale, leur faiblesse (corruption, manque de moyens, manque de légitimité) contribue souvent à l'instabilité en limitant leur capacité à garantir l'ordre et à fournir des services essentiels.

- **Mobilité et déplacements sûrs**

La mobilité sûre renvoie à la capacité des personnes et des biens à circuler librement et en sécurité à l'intérieur d'un pays ou entre États. En Afrique centrale, les déplacements sont souvent entravés par les conflits, les barrages illégaux, les enlèvements et les restrictions frontalières, affectant le commerce, les migrations et l'aide humanitaire.

- **CEEAC (Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale)**

Organisation régionale regroupant 11 pays (dont le Cameroun, le Gabon et la RDC), la CEEAC vise à promouvoir l'intégration économique et la sécurité collective. Elle joue un rôle clé dans la coordination des politiques de défense et la gestion des crises, notamment via la Force multinationale d'Afrique centrale (FOMAC).

- **Terrorisme et groupes armés non étatiques**

Le terrorisme en Afrique centrale est principalement associé à des groupes comme Boko Haram (bassin du lac Tchad) ou les factions des Selekas (République centrafricaine). Ces acteurs menacent la sécurité en recourant à des attaques violentes, des prises d'otages et des trafics, exploitant souvent les tensions ethniques ou religieuses.

- **Trafics transfrontaliers**

Activités illégales (traite d'êtres humains, commerce d'armes, exploitation illicite de ressources) facilitées par la porosité des frontières. Ces trafics alimentent l'instabilité et financent les groupes armés, affaiblissant les États et les économies locales.

- **Approche multilatérale**

Stratégie de coopération entre plusieurs États et organisations internationales (ONU, UA, CEEAC) pour résoudre des crises communes. En Afrique centrale, elle se traduit par des missions de paix (MINUSCA), des accords de sécurité et des programmes de développement.

Vocabulaire et abréviations techniques :

- ❖ **Architecture de paix et de sécurité africaine (APSA)**

Cadre institutionnel de l'Union africaine (UA) pour la prévention et la gestion des conflits. En Afrique centrale, son application passe par :

- Le Comité des chefs d'état-major (CCEA) de la CEEAC
- Le Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC)
- Des instruments financiers comme le Fonds pour la paix

- ❖ **Sécurité humaine (approche holistique)**

Concept dépassant la sécurité militaire pour inclure :

- Sécurité alimentaire (ex : crise au Sahel central)
- Protection contre les violences sexuelles (utilisées comme arme de guerre en RDC)
- Accès aux services de base (impact des déplacements forcés)

- ❖ **Gestion des frontières intelligentes (GBI)**

Systèmes techniques pour sécuriser les zones transfrontalières:

- Biométrie et bases de données interconnectées (projet **SIGFRO** de la CEMAC)
- Surveillance par drones (initiative **G5 Sahel étendue**)
- Coopération douanière (guichet unique à N'Djamena)

- ❖ **DDRR (Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Réinsertion)**

Processus critique pour les ex-combattants, avec des spécificités régionales:

- Composante "**R**" additionnelle pour les groupes **transnationaux** (Boko Haram)
- Programmes **communautaires** de réconciliation (ex: centres de rééducation en RCA)
- Financements innovants (taxes sur l'exploitation minière en RDC)

Aperçu Général :

1. Les Défis Multidimensionnels de la Sécurité Régionale

La situation sécuritaire en Afrique centrale présente un tableau particulièrement alarmant caractérisé par plusieurs couches de complexité. Au premier plan, on observe la persistance de conflits armés qui se sont enkystés dans certains territoires, notamment en République centrafricaine où les affrontements entre plus de quatorze groupes armés distincts ont créé une mosaïque de zones d'influence mouvantes. Dans l'est de la RDC, le phénomène est encore plus marqué avec la présence historique de plus de 130 groupes armés dont les alliances et rivalités évoluent constamment.

Cette fragmentation extrême des acteurs armés s'accompagne d'une diversification de leurs sources de financement. Si certains groupes survivent par le biais de trafics traditionnels (ivoire, diamants), d'autres ont développé des réseaux sophistiqués d'extorsion et de kidnapping, tandis que les plus structurés contrôlent des circuits miniers illégaux (or, coltan). Cette économie de guerre parallèle, estimée à plusieurs centaines de millions de dollars annuels, perpétue et aggrave les conflits.

La question des déplacements présente une problématique tout aussi complexe. Les routes commerciales vitales, comme le corridor Douala-Bangui qui approvisionne près de 70% de la RCA, sont devenues des zones à haut risque. On ne recense pas moins de 57 checkpoints illégaux sur les 400 km séparant Garoua-Boulaï de Bambari, chacun prélevant des "taxes" arbitraires. Cette situation a entraîné une augmentation de 300% du coût des denrées de base dans certaines zones enclavées.

2. Les Racines Profondes de la Complexité Régionale

L'analyse des causes de cette instabilité chronique révèle plusieurs strates interdépendantes. Au niveau structurel, le legs historique des frontières coloniales a créé des États dont la légitimité et la capacité administrative restent fragiles. La RCA, par exemple, n'a jamais réussi à étendre son autorité au-delà d'un rayon de 100 km autour de Bangui depuis son indépendance.

La dimension transfrontalière des crises constitue un autre facteur aggravant. Le bassin du lac Tchad illustre parfaitement cette dynamique où Boko Haram exploite les failles de coordination entre quatre pays (Cameroun, Tchad, Niger, Nigeria). Les groupes armés jouent systématiquement sur les différences de politiques sécuritaires entre États voisins pour se réorganiser et se réapprovisionner.

Les interventions internationales, bien que parfois nécessaires, ont fréquemment produit des effets pervers. La présence de la MINUSCA en RCA (12.000 soldats pour un budget annuel de 1 milliard USD) a certes stabilisé Bangui, mais a aussi créé une économie de dépendance et des distorsions de marché. Parallèlement, l'arrivée des mercenaires russes de Wagner a introduit une nouvelle dynamique de violence tout en sapant les efforts de réforme du secteur de sécurité.

I. Les Problèmes Majeurs

1. Conflits Armés Complexes

- Multiplicité des acteurs
- Nombreuses motivations (politiques, économiques, ethniques)
- Économies de guerre bien établies (trafic de minerais, kidnapping, extorsion)

2. Déplacements Dangereux et Restreints

- Réseaux routiers contrôlés par des groupes armés
- 57 checkpoints illégaux sur 400 km en RCA
- Augmentation de 300% du coût des denrées de base

3. Défaillance des États

- Contrôle territorial limité
- Budgets militaires insuffisants
- Corruption systémique

II. Difficultés à résoudre

1. Facteurs Structurels

- Frontières coloniales inadaptées
- Jeunesse importante (60% de la population) et chômage élevé (35%)
- Héritage historique de gouvernance faible

2. Dynamiques Transfrontalières

- Groupes armés qui exploitent les failles entre pays
- Coordination régionale insuffisante (CEEAC sous-financée)
- Effets du changement climatique (réduction du lac Tchad de 90%)

3. Interventions Contreproductives

- Économie de dépendance créée par les missions de paix
- Agenda contradictoire des puissances étrangères (France/Russie/Chine)
- Solutions militaires temporaires sans impact durable

4. Obstacles aux Solutions

- Technologies coûteuses (drones à 750.000€/mois)
- Initiatives locales non soutenues (manque de financement)
- Réformes bloquées par les élites corrompues

Conséquences Humanitaires et Sociales

Les déplacements forcés en Afrique centrale ont créé une crise humanitaire aux proportions alarmantes. Avec plus de 5 millions de personnes déplacées dans la région, les camps de réfugiés surpeuplés deviennent des foyers de maladies et de malnutrition. Les femmes et enfants, représentant 80% des déplacés, sont particulièrement vulnérables aux violences sexuelles et au recrutement par les groupes armés. Cette situation a engendré une perte massive du capital humain : 40% des enfants déplacés ne sont pas scolarisés, compromettant gravement l'avenir de toute une génération. Les structures sociales traditionnelles sont disloquées, avec des communautés entières séparées et des savoir-faire locaux en voie de disparition.

Impact Économique et Développement

La paralysie des mouvements de population et de marchandises asphyxie les économies locales. Les axes commerciaux vitaux comme le corridor Douala-Bangui ne fonctionnent plus qu'à 30% de leur capacité, entraînant des pénuries et une inflation galopante (jusqu'à 400% sur certains produits de base). Les pertes économiques directes sont estimées à plus de 15 milliards de dollars par an pour la région. Le secteur agricole, principale source de revenus pour 70% de la population, est particulièrement touché : 60% des terres cultivables sont inaccessibles dans certaines zones. Cette situation annihile les efforts de développement et maintient les populations dans un cycle de pauvreté extrême, alimentant en retour les recrutements par les groupes armés.

Instabilité Régionale et Sécurité Internationale

L'insécurité liée aux déplacements dépasse largement les frontières nationales, menaçant la stabilité de toute la sous-région. Les flux de réfugiés créent des tensions entre pays voisins (comme entre la RCA et le Cameroun), tandis que les groupes armés exploitent les zones frontalières pour se réorganiser. Cette instabilité chronique attire l'attention des puissances internationales (France, Russie, Chine) dont les interventions parfois contradictoires complexifient davantage la situation. À plus long terme, l'Afrique centrale risque de devenir un sanctuaire permanent pour le terrorisme international et le crime organisé, avec des implications potentielles pour la sécurité globale. La communauté internationale paie déjà le prix de cette instabilité, avec des coûts croissants pour les missions de paix et l'aide humanitaire.

Pays et organisations concernés :

TD Tchad

- Leader militaire régional (interventions contre Boko Haram).
- Problème : instabilité post-Déby (2021) et tensions internes.

CM Cameroun

- Menacé par Boko Haram (Extrême-Nord) et séparatistes anglophones (Nord-Ouest).
- Partenaire clé des opérations multinationales (G5 Sahel).

CF République centrafricaine (RCA)

Conflit entre gouvernement (soutenu par la Russie/Wagner) et groupes rebelles (CPC, 3R).

Enjeu : sécuriser les axes routiers pour l'aide humanitaire.

CG Congo-Brazzaville

Relativement stable, mais vulnérable aux trafics (forêts, fleuve Congo).

CD RDC (Est)

Violence des groupes armés (ADF, CODECO) → déplacements massifs.

Opérations militaires inefficaces (coalitions régionales critiquées).

GQ Guinée équatoriale

Sécurité maritime cruciale (pétrole, piraterie).

Organisations Régionales

CEEAC (Communauté Économique des États d'Afrique Centrale)

- Promet la coopération sécuritaire, mais manque de moyens.

FOMAC (Force Multinationale d'Afrique Centrale)

Missions de paix (ex : RCA), mais résultats mitigés.

G5 Sahel (partiellement concerné)

Lutte contre le terrorisme (Tchad membre).

ONU & UA

Missions comme la **MINUSCA** (RCA) ou **MONUSCO** (RDC).

ONG & Humanitaires

Sécuriser l'accès aux zones critiques (ex : MSF, Croix-Rouge).

Développements récents en Afrique centrale (2025)

Janvier

La nouvelle offensive du M23 dans l'est de la RDC marque le début de l'année, avec la prise de plusieurs villages stratégiques près de Goma. Les Nations Unies publient un rapport accablant confirmant le soutien rwandais au groupe rebelle. Face à cette escalade, la CEEAC convoque un sommet extraordinaire à Libreville pour envisager le déploiement d'une force régionale de stabilisation.

Février

Une attaque meurtrière des ADF contre un convoi humanitaire près de Beni fait 12 victimes parmi les travailleurs humanitaires. En réponse, les États-Unis annoncent une aide d'urgence de 10 millions de dollars pour sécuriser les axes routiers critiques. Parallèlement, le Tchad intensifie son engagement en RCA avec l'envoi de 1 000 soldats supplémentaires pour protéger le corridor vital Bangui-Douala.

Mars

Le sommet de Ndjamenà aboutit à une décision controversée : l'extension du mandat du G5 Sahel à l'Afrique centrale, malgré les vives réserves exprimées par la RDC qui dénonce une ingérence inacceptable. Sur le front diplomatique, la RCA enregistre une avancée majeure avec la signature d'un nouvel accord de paix impliquant trois groupes rebelles, grâce à la médiation du Congo-Brazzaville.

Avril

Le scandale des "armes tchadiennes" éclate au grand jour : des enquêtes journalistiques révèlent que des équipements militaires fournis par la France au Tchad ont été détournés vers des milices centrafricaines. Cette révélation provoque une crise diplomatique majeure entre Paris et Ndjamenà.

Implication des Nations Unies

En 2025, l'ONU maintient une présence multidimensionnelle en Afrique centrale, bien que son action se heurte à des défis croissants. La MONUSCO en RDC, bien qu'engagée dans un processus de retrait progressif depuis mai, conserve des contingents stratégiquement positionnés à Bunia et Goma. Ces déploiements ciblés visent principalement la protection des civils dans les zones les plus conflictuelles de l'est du pays. Cependant, l'efficacité de la mission se trouve sérieusement compromise par les restrictions de mouvement imposées par les autorités congolaises, qui limitent sa capacité d'intervention.

En République Centrafricaine, la MINUSCA adapte son mandat à l'évolution de la situation sécuritaire. Suite à l'accord de paix de mars 2025, la mission a réorienté ses priorités vers le suivi du processus de désarmement des groupes rebelles, tout en intensifiant ses patrouilles le long des axes vitaux comme le corridor Bangui-Bambari. Cette reconfiguration opérationnelle s'accompagne d'un renforcement des équipes de protection des civils dans les zones à risque.

Sur le front humanitaire, le système des Nations Unies fait face à des défis sans précédent. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a tiré la sonnette d'alarme dès le premier trimestre 2025 sur une crise alimentaire d'une ampleur exceptionnelle, touchant près de 6,7 millions de personnes en RDC. En réponse, le Programme alimentaire mondial (PAM) a mis en place un pont aérien d'urgence entre Kinshasa et Bunia pour contourner les blocages routiers imposés par le M23, tout en maintenant ses programmes nutritionnels dans les camps de déplacés.

L'action diplomatique de l'ONU se révèle particulièrement intense mais rencontre des résistances persistantes. L'envoyé spécial pour l'Afrique centrale a multiplié les “shuttles” diplomatiques entre Kinshasa, Bangui et Kigali dans le but d'établir un cessez-le-feu régional. Ces efforts ont buté en avril sur le refus catégorique du Rwanda de participer à toute négociation incluant le M23. Face à cette impasse, l'ONU prépare activement un sommet conjoint CEEAC-Nations Unies prévu pour septembre 2025, conçu comme une ultime tentative de relancer le dialogue régional.

En parallèle, le Conseil de sécurité maintient une approche de pression graduelle. Tout en renouvelant le régime de sanctions contre les dirigeants du M23 et leurs soutiens présumés, il a introduit en juin 2025 de nouvelles mesures ciblant spécifiquement les circuits financiers des groupes armés. Ces sanctions, combinées aux rapports détaillés des groupes d'experts, visent à asphyxier progressivement les capacités opérationnelles des mouvements rebelles tout en évitant une escalade militaire régionale.

Le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, Abdou Abarry, a récemment alerté le Conseil de sécurité sur la double menace pesant sur la région : les transitions électorales à risque et les crises climatiques croissantes. Selon lui, « l'UNOCA suit de près ces processus tout en plaidant pour des élections libres, inclusives et pacifiques ».

Cette déclaration souligne le rôle préventif et diplomatique de l'UNOCA dans une région où les dérèglements institutionnels et environnementaux peuvent rapidement dégénérer en conflits armés ou déplacements massifs.



Briefing the Security Council, UNIFEED

L'action onusienne en Afrique centrale en 2025 se caractérise donc par un difficile équilibre entre retrait progressif des missions de maintien de la paix et renforcement des mécanismes politiques et humanitaires, dans un contexte où les dynamiques conflictuelles locales restent profondément connectées aux enjeux géopolitiques régionaux.

Solutions déjà mises en place

1. Mandat élargi de l'ONU sur le climat et la sécurité

- Intégration du climat dans la sécurité régionale
Depuis 2019, l'UNOCA inclut systématiquement les enjeux climatiques dans sa stratégie de prévention des conflits, notamment par des résolutions comme S/PRST/2019/10 et 2020/12.
Un **Climate Security Advisor** a été nommé, épaulé par le "Green Team", en

partenariat avec l'ECCAS, pour collecter des données précises sur le climat et anticiper les risques stratégiques

- **Rapports et analyses régionales**

En juillet 2022, un rapport a identifié six types de risques amplifiés par le climat (mobilité forcée, conflits fonciers, etc.) et a inspiré des recommandations concrètes .

2. Protocoles et initiatives agricoles

- **Stratégie et protocole pour une transhumance apaisée**

En collaboration avec l'ECCAS, l'UNOCA soutient l'élaboration du protocole sur la transhumance afin de réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs

En mai 2024, la Centrafrique a organisé son premier Forum national sur la transhumance, avec appui de MINUSCA, débouchant sur des mesures sécuritaires et de gouvernance

3. Médiation électorale et consolidation démocratique

- **Appui aux scrutins régionaux**

L'UNOCA fournit des **bons offices**, une assistance technique et la logistique d'observation pour les élections au Gabon, au Tchad, en Centrafrique et au Cameroun. Le Conseil de sécurité a souligné ce rôle à travers diverses résolutions

- **Renforcement des capacités locales**

Ateliers de formation ont été organisés à l'intention des observateurs électoraux, journalistes, et ONG, afin d'assurer la transparence et la qualité des processus électoraux .

4. Coordination politique and gouvernance régionale

- **Réunions UNSAC et coopération ECCAS-UNOCA**

Lors des réunions UNSAC (2019, 2021, 2023), les États ont réaffirmé leur soutien à l'action régionale contre les effets du climat sur la sécurité

L'UNOCA et l'ECCAS animent des conférences politiques mensuelles depuis 2022, notamment sur l'application des résolutions 1325 (femmes, paix, sécurité)

- **Kinshasa Convention (2010)**

Ce traité engage les États signataires à lutter ensemble contre le trafic d'armes légères, facteur majeur de tension et de fragilité sécuritaire

5. Force régionale de réaction

- **FOMAC (Force multinationale de l'Afrique centrale)**

Sous l'égide de l'ECCAS, cette force standby depuis 2006 peut intervenir en cas de crise (coups d'État ou conflits internes). Elle a été déployée à plusieurs reprises (CAR, RDC)

6. Participation communautaire et civisme

- **Projet « Tisserands de la paix »**

ONUCA, UNODC, UNESCO et PBF ont mis en place des forums transfrontaliers au Cameroun et au Tchad, favorisant le dialogue entre jeunes, femmes et communautés

UN-Women finance un programme régional pour renforcer les organisations féminines dans la sécurité .

- **Sport for peace**

Des tournois sportifs régionaux ont été organisés pour promouvoir la cohésion sociale entre jeunes communautés .

7. Actions spécifiques par pays

- **RCA – Bangui National Forum (2015)**

Accord de paix signé par neuf groupes armés, incluant DDRR (Désarmement, démobilisation, réintégration, rapatriement) et libération de 357 enfants soldats

- **RDC – Pactes ECCAS pour le Lac Tchad et Golfe de Guinée**

Protocole ECCAS sur sécurité maritime et projets de désengagement des ex-combattants (Boko Haram) en cours de déploiement

Tableau résumé

Domaine	Initiatives clés
Climat	Climat Security Advisor, rapports 2022, Green Team, protocole transhumance
Élections	Bons offices + appui technique + ateliers, soutenus par le Conseil de sécurité
Gouvernance	Réunions UNSAC, stratégie régionale ECCAS, participation femmes et jeunes
Désarmement & sécurité	Kinshasa Convention, FOMAC, DDRR via Forums nationaux
Dialogue communautaire	Forums « Tisserands de la paix », rôle renforcé des femmes, sport pour la paix

Solutions possibles

Solutions Possibles pour la Sécurité en Afrique Centrale

1. Renforcement des Mécanismes Régionaux

- **Opérationnalisation de la Force de la CEEAC :**

Doter la Force multinationale d'Afrique centrale (FOMAC) de moyens logistiques et financiers concrets, avec un mandat clair de protection des civils et sécurisation des axes routiers.

Exemple : Création d'un fonds dédié financé par les États membres et les partenaires internationaux.

- **Coordination renforcée avec le G5 Sahel :**

Établir des cellules conjointes de renseignement pour traquer les mouvements transfrontaliers des groupes armés.

2. Réforme des Missions de l'ONU

- **Adaptation des mandats :**

Transformer la MONUSCO en mission politique légère après 2025, tout en maintenant des unités mobiles de protection rapide.

Innovation : Déploiement de drones de surveillance pour alerter sur les mouvements rebelles.

- **Approche "État par État" :**

La MINUSCA pourrait servir de modèle pour la RCA, avec un accent sur le renforcement des institutions locales (police, justice).

3. Sécurisation des Déplacements

- **Corridors humanitaires militarisés :**

Créer des routes protégées par des troupes régionales (ex : axe Douala-Bangui), avec check-points sous supervision ONU.

Bonus : Impliquer les compagnies de transport locales dans la logistique sécurisée.

- **Cartographie des zones à risque :**

Développer une application pour humanitaires et voyageurs (comme "Travel Advisory" de l'UE), mise à jour en temps réel.

4. Lutte contre le Financement des Conflits

- **Sanctions ciblées :**

Geler les avoirs des dirigeants rebelles et de leurs soutiens (ex : rapports du Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC).

- **Traçage des minerais :**

Généraliser le système de certification pour couper les liens entre trafics et groupes armés.

5. Implication des Communautés Locales

- **Programmes de désarmement communautaire :**

Échanger des armes contre des microcrédits (succès testé au Cameroun en 2024).

- **Recrutement ciblé dans les forces de sécurité :**

Former des jeunes issus de zones conflictuelles comme médiateurs ou policiers locaux.

Bibliographie

<https://unoca.unmissions.org/en>

<https://au.int/en>

<https://ceeac-eccas.org/>

<https://reliefweb.int/>

<https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa>

<https://www.hrw.org/africa>

<https://www.lemonde.fr/afrique/>

<https://www.aljazeera.com/africa/>

<https://mwebantu.news/>

<https://www.wfp.org/>

<https://www.unicef.org/>

<https://www.unodc.org/>

<https://www.unwomen.org/>

<https://www.bbc.com/news/world/africa>

<https://www.reuters.com/places/africa/>

<https://www.france24.com/fr/afrique/>

<https://www.radiookapi.net/>

<https://www.jeuneafrique.com/>

<https://www.thenewhumanitarian.org/>

Plus de ressources

Podcasts

- **Security and Politics in Central Africa** (Council on Foreign Relations) – Deep dive into DRC, CAR, Burundi security challenges
podcasts.apple.com+15cfrr.org+15podcasts.apple.com+15
- **Strongmen and Geopolitical Jostling in Central Africa** (*Hold Your Fire!*) – Discussion on Chad, CAR, Cameroon and rising autocracy podcasts.apple.com
- **Into Africa** (*CSIS*) – Search for specific episodes like “The Congo, the Cold War, and Capitol Hill” for regional insights csis.org+1csis.org+1

Videos

- **Central African Republic faces a “delicate juncture”** – Jean-Pierre Lacroix briefing to the Security Council on CAR situation
youtube.com+6youtube.com+6apnews.com+6

